

**Soudan du Sud - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**

(New York, 25 avril 2017)

Madame la Présidente,

Je vous remercie pour l'organisation de cette séance importante sur le Soudan du Sud. Je tiens également à remercier tout particulièrement le Représentant spécial David Shearer pour sa présentation et pour son action à la tête de la MINUSS depuis sa prise de fonctions en janvier. Je souhaite aussi saluer la présentation du président du comité de sanctions et féliciter le Sénégal pour son action déterminée à la tête de ce comité.

Madame la Présidente,

Il y a un mois, ce Conseil a adopté une déclaration présidentielle détaillant les actions attendues de la part des parties sud-soudanaises d'ici fin avril pour parvenir à une stabilisation de la situation. Or, comme l'ont souligné les intervenants, force est de constater que ces demandes n'ont pas été respectées : les hostilités n'ont pas cessé, loin de là ; la situation humanitaire reste catastrophique ; la mise en oeuvre de l'accord de paix reste largement insuffisante alors que l'inclusivité du dialogue national n'est pas assurée ; la MINUSS et les acteurs humanitaires font toujours l'objet de restrictions et d'attaques intolérables.

Face à cette situation, la communauté internationale, et en particulier ce Conseil, ne peut pas rester inactive. Nous devons agir selon deux axes :

Premier axe, protéger les civils.

À nouveau, les civils sont les victimes des pires exactions au Soudan du Sud. La situation s'est encore détériorée dans le pays au cours des dernières semaines et des derniers mois. Le calme relatif qui règne à Djouba ne doit pas nous faire ignorer la violence des combats qui se déroulent dans de nombreuses régions du pays, qu'il s'agisse du Haut Nil, du Bahr el Ghazal ou des Equatorias. Dans ces conditions, les violations des droits de l'Homme se sont multipliées : je pense en particulier aux femmes et aux enfants, qui subissent les pires atrocités. Les civils qui parviennent à échapper à ces violences doivent quitter leur foyer et grossir les rangs des plus de 1,6 millions de déplacés dans le pays.

La protection des civils passe par une mobilisation de la communauté internationale autour de plusieurs actions :

Tout d'abord, mettre en oeuvre la cessation des hostilités. Pour cela, l'ensemble des acteurs internationaux doivent peser sur les parties sud-soudanaises pour les pousser à faire taire enfin les armes. Les organisations régionales, IGAD et Union africaine, ont naturellement un rôle de premier plan à jouer.

Ensuite, assurer l'accès humanitaire aux populations civiles. La recrudescence des attaques contre les acteurs humanitaires est intolérable. Nous avons été particulièrement choqués par les assassinats récents de trois d'entre eux à Wau et 6 autres en mars près de Pibor. Les responsables de ces crimes, comme de toutes les attaques de ce type, doivent être identifiés et traduits en justice.

Nous devons également pleinement soutenir la MINUSS dans ses efforts de protection des civils. Nous saluons la posture plus robuste qu'elle a adoptée au cours des derniers mois. Mais nous ne pouvons accepter que la MINUSS, mandatée par ce Conseil, continue de faire l'objet de restrictions dans ses déplacements et d'entraves bureaucratiques, qui l'empêchent d'accomplir son mandat alors qu'il est plus que jamais nécessaire. Ce Conseil, comme les acteurs régionaux et tous les partenaires du Soudan du Sud, doivent parler d'une voix ferme pour condamner clairement de telles pratiques.

Enfin, imposer un embargo sur les armes, comme le groupe d'experts l'a à nouveau recommandé. La France y est favorable depuis longtemps. Il s'agit d'un impératif tant pour la protection des civils que pour l'établissement d'un environnement propice à un dialogue politique réel.

Notre deuxième axe d'action, c'est de faire avancer une solution politique au conflit.

Pour parvenir à cet objectif, nous devons avant tout être lucides sur la situation actuelle. La reprise récente des combats entre les troupes gouvernementales, l'opposition et les divers groupes armés montre que ces acteurs continuent de rechercher avant tout à consolider leurs positions militaires à l'approche de la saison des pluies. Un tel comportement apporte malheureusement la confirmation que les acteurs sud-soudanais privilégient toujours l'approche militaire, au détriment de l'approche politique.

En effet, alors que les combats s'intensifient, le processus politique continue de stagner. L'accord de paix de 2015, issu des efforts de l'IGAD, doit rester la pierre angulaire du règlement du conflit au Soudan du Sud. Il est de la responsabilité du gouvernement de transition et d'unité nationale, qui est lui-même issu de cet accord, comme de tous les acteurs sud-soudanais concernés de le mettre effectivement en oeuvre. Il en va de même s'agissant du dialogue national : celui-ci ne peut avoir une valeur que s'il inclut dans les discussions toutes les composantes politiques de la population sud-soudanaise, ainsi que la société civile, et s'il est mené d'une manière transparente, impartiale et indépendante qui permette de trouver des réponses durables aux maux dont souffre le pays.

Dans ce contexte, nous saluons les efforts du président du JMEC, M. Festus Mogae, ainsi que

du haut représentant de l'Union africaine sur le Soudan du Sud, M. Alpha Oumar Konaré pour faire avancer la mise en oeuvre de l'accord de paix, y compris via le dialogue national. Ils doivent pour cela pouvoir compter sur le soutien et sur la mobilisation constante et convergente de la communauté internationale, en particulier de l'IGAD, de l'Union africaine, et bien sûr de ce Conseil.

Nous réitérons également notre soutien à l'engagement du Secrétaire général pour favoriser une dynamique positive et une coordination optimale des acteurs dans ce but.

Enfin, nous rappelons que, pour altérer les calculs des acteurs sud-soudanais qui font obstacle au processus de paix, ce Conseil dispose d'un outil pertinent, celui des sanctions ciblées. Nous ne devons pas hésiter à les utiliser lorsque la situation le justifie. Ceci vaut aussi contre les auteurs de violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.

Madame la Présidente,

Les lignes d'action pour ce Conseil sont claires. Il devra tirer toutes les conséquences nécessaires si ses attentes, telles qu'exprimées le 23 mars dernier, n'étaient pas prises en compte par les acteurs sud-soudanais. Avec l'IGAD, avec l'Union africaine, nous devons agir pour faire taire les armes au Soudan du Sud et faire cesser les souffrances intolérables des civils.

Je vous remercie./.